



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°31 du 22 septembre 2017

Au sommaire :

- **Pour amplifier la mobilisation, surmonter les divisions et l'attentisme des directions syndicales** - *Laurent Delage, Isabelle Ufferte*
- **Le spectre d'Octobre 17 hante le monde, Actualité de la révolution, du socialisme et du communisme** - *Yvan Lemaitre*

Pour amplifier la mobilisation, surmonter les divisions et l'attentisme des directions syndicales

Malgré la politique des confédérations syndicales, leur participation zélée au cirque de la « concertation » mis en place par le gouvernement et une très longue pratique, malgré le « recentrage » de la direction de FO opposée à la mobilisation, la journée du 12 septembre, et dans une moindre mesure celle du 21, ont été un succès. Les militant-e-s, les salarié-e-s, et pour une part encore faible la jeunesse étudiante et lycéenne, s'en sont emparés pour dire leur révolte, leur refus de laisser faire, leur aspiration à un autre avenir que celui que tracent le gouvernement et la finance.

La mobilisation du 12 a été supérieure à ce que beaucoup espéraient. Celles et ceux qui s'étaient faits les militants du mouvement contre la loi El Khomri étaient là. Dans les cortèges l'ambiance était aux retrouvailles, au plaisir partagé de la lutte, à la fierté de relever la tête... mais aussi aux questions, le 12 comme le 21 : comment faire en sorte de passer à l'étape suivante, comment entraîner dans les entreprises, donner confiance dans la lutte malgré les échecs passés, dont le plus récent contre la loi travail, entraîner les facs, les lycées, la jeunesse ouvrière et précaire ? Qu'il s'agisse des nouvelles générations militantes pour qui la loi travail était l'an dernier la première expérience ou de plus anciennes qui ont vécu de multiples luttes et reculs face à l'offensive libérale, les interrogations sont nombreuses. Beaucoup se demandent comment gagner aujourd'hui face à un gouvernement déterminé à aller vite, qui vise en premier lieu les plus précaires, les plus pauvres, et joue de la provocation, s'appuyant sur un rapport de forces dégradé pour le monde du travail. Il ne suffit pas de dire qu'il faut préparer la grève générale reconductible, aussi juste cela puisse être. Le volontarisme ne peut résoudre les problèmes politiques.

Une des tâches des militant-e-s anticapitalistes et révolutionnaires, de toutes celles et ceux qui se situent sur le terrain de la lutte de classe, est aujourd'hui d'aider à s'émanciper des illusions dans le dialogue social que conservent nombre de travailleurs, y compris parmi les militants combattifs. Une bataille politique qui inclut celle contre les illusions institutionnelles, l'espoir déraisonnable que les joutes parlementaires de la France Insoumise ou d'autres pourraient compenser notre faiblesse sur le terrain de la lutte de classe. Il est de même nécessaire de s'adresser à ceux qui, en réaction, cherchent des raccourcis dans l'activisme ou la radicalité minoritaire.

Construire et renforcer le mouvement, aider à son extension et à son unité passe par une bataille politique démocratique, au cœur du mouvement, pour reconstruire la conscience de classe... et la confiance.

Une première réponse dans la rue face à l'offensive du gouvernement

Le gouvernement multiplie les provocations, après « *les fainéants, les cyniques et les extrêmes* » de Macron, c'est Castaner qui est monté au créneau le 20 septembre : « *on ne laissera pas la France bloquée, je m'oppose au fait que l'on emmerde les Français* ». Le message est clair : les petits chefs sont invités à se lâcher pour tenter de faire l'opinion, mettre tout le monde au pas.

Il est urgent de « *réduire le coût du travail de façon drastique* » a réaffirmé Philippe devant une assemblée de patrons à Berlin, « *assainir la dépense publique* », « *baisser fortement les impôts* »... Chaque coup donné prépare le suivant. La Cour des comptes vient d'appeler le gouvernement à des « *efforts immédiats* » sur les retraites et l'assurance-maladie alors qu'elle note l'amélioration des finances de la Sécurité sociale. L'OCDE, de son côté, vient de

conseiller au gouvernement d'éliminer les taux réduits de TVA et d'abaisser le seuil de la première tranche d'imposition sur le revenu pour faire davantage payer les pauvres. Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 ont annoncé 75,4 milliards d'€ de bénéfices sur 2016 (+32 %) et... 52 milliards sur le premier semestre 2017. Quant à la précarité, elle atteint des records : CDD et intérim représentaient 7,8 % des emplois fin 2016.

Les militants, des salariés se sont emparés de ces deux premières journées pour dire leur colère, avec la sympathie de nombre d'autres restés au travail, hésitants mais solidaires. Dans un sondage pour *Libération* le 18 septembre, 58% sont opposés au plan Macron, 68% convaincus qu'il favorisera les licenciements. Et si la grève a été inégale selon les secteurs, elle a parfois été mieux suivie que lors du mouvement contre la loi Travail, comme à la SNCF, particulièrement visée par le gouvernement. Dans la jeunesse, les choses démarrent juste à quelques semaines de la rentrée avec les premières AG dans les facs et premiers blocages dans des lycées, c'est encore très modeste mais l'envie de dire sa révolte, de ne pas subir peut vite être contagieuse chez les jeunes prenant confiance en eux, apportant aux travailleurs leur dynamisme et leur liberté, sans le poids du passé.

C'est bien par les méthodes de la lutte, en prenant nos affaires en main, que les choses peuvent changer. Pour faire reculer le gouvernement, c'est un véritable affrontement qu'il faut préparer, qui nécessite une claire conscience de l'offensive de classe qu'il nous faut affronter. Cela commence par en finir avec le « dialogue social » et les vendeurs d'illusions.

La pression de la mobilisation contre le « dialogue social »

Dans les manifestations, la colère qui s'exprime vise aussi les directions syndicales qui se sont le plus prêtées au jeu des concertations. Un mécontentement qui exerce une pression au sein des appareils, à l'image de la CFDT transport qui a appelé à une journée en dénonçant les ordonnances, de la CFDT métallurgie qui, dans certains départements, a appelé à la manifestation du 21 comme 11 fédérations CFE-CGC, et de FO où malgré Mailly et la direction, 55 UD et plusieurs fédérations ont appelé à manifester le 12 septembre tandis que FO transport appelle les routiers à la grève reconductible avec la CGT à partir du 25.

Quant à la direction de la CGT, si elle est à l'initiative et a appelé, avant même le 12, à une nouvelle journée de mobilisation le 21, c'est sous la pression des militants et dans une concurrence d'appareil avec la France Insoumise et sa marche du 23. Mais pas plus que les autres centrales, la CGT n'a de politique pour construire le mouvement et préparer un réel affrontement. Elle s'est non seulement pliée tout l'été au jeu des « négociations » mais continue à tenir son rang de bon « partenaire social »... Un épisode significatif s'est déroulé le 14 septembre, lors d'une réunion pour les 50 ans de l'Association des journalistes de

l'information sociale (AJIS). Tout le petit monde du « dialogue social » était réuni, de Pénicaud et Philippe à Gattaz et aux représentants des confédérations syndicales dont Martinez. Un journaliste du *Monde* raconte : « Avec l'actualité brûlante des ordonnances sur le code du travail, la joute s'annonçait piquante. Il n'en a rien été. La confrontation a été si conviviale, à défaut d'être consensuelle, qu'on aurait pu y voir une discussion entre copains, certains s'interpellant par leur prénom, et les piques d'humour fusant de toutes parts. Il ne manquait que le tutoiement. [...] M. Martinez, très en verve, assez caustique et utilisant souvent l'arme de la galéjade, s'est abstenu d'égrener la longue liste de ses griefs contre la "loi travail XXL". Il a même mis en avant la contribution de la CGT au dialogue social dans les entreprises et a regretté qu'"on ne discute jamais des relations entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants". "Je croise des patrons de PME, et on est assez d'accord", a-t-il ajouté s'attirant un regard complice de M. Asselin, le président de la CPME »... Le fruit d'une longue pratique.

Il est clair que le calendrier des luttes décidé par les appareils ne se soucie en rien de construire le mouvement et de faire que chaque date puisse en être une étape. Hormis l'appel à la grève reconductible dans les transports le 25.09, qui pose l'objectif de la lutte contre les ordonnances dans un secteur de petites entreprises où les conséquences seront très graves pour les routiers, la plupart des autres dates restent dans une routine syndicale qui paralyse : manifestation de retraités le 28.09, grève dans la Fonction publique le 10.10, dans les Métaux le 13.10, manifestation contre la baisse des APL le 14.10... ces dates sont dissociées les unes des autres. L'appel des fédérations de fonctionnaires ne fait même pas référence à la lutte contre les ordonnances pour ne pas compromettre « l'unité » avec la CFDT, FO ou l'UNSA...

Mais rien n'est écrit. Par-delà les préoccupations des appareils, les militants du mouvement peuvent s'emparer de ces dates pour construire la contre-offensive. En particulier, la grève des transports appelée par CGT et FO à partir du 25 peut être un moment de bascule, aider à amplifier le mouvement. D'autant que les liens tissés lors de la lutte contre la loi Travail entre militants des transports et collectifs de lutte se renouent aujourd'hui dans les manifestations.

Difficile d'anticiper les prochaines étapes, ce qui permettra que les travailleurs, la jeunesse prennent confiance en eux-mêmes et dans la lutte collective. Cette confiance dépend du niveau de conscience, de la capacité à tirer les bilans des expériences passées et de celles qui se font au jour le jour, de la compréhension des rapports de force face à un gouvernement qui mène la lutte de classe sans tabou. Les révolutionnaires ont un rôle important pour y aider, au cœur du mouvement et des débats parmi les salariés, les jeunes, les militants syndicaux qui discutent des objectifs et de la politique nécessaire pour construire le mouvement.

Construire le mouvement sur un terrain de classe... ou le détourner vers l'impasse institutionnelle

L'initiative du 23 septembre de Mélenchon obéit à des objectifs qui ne vont pas dans le sens du mouvement mais vise à le détourner sur le terrain parlementaire. Et si nous sommes solidaires de celles et ceux qui veulent utiliser cette initiative pour renforcer les luttes, nous combattons les illusions institutionnelles.

Mélenchon pose au chef de l'opposition parlementaire et entend préparer... 2022 sur les dépouilles du PS et du PC. Pour la première fois depuis nombre d'années, il a boudé à grand bruit la fête de l'Huma. Depuis l'île de La Réunion -qui reste, faut-il le rappeler à Mélenchon, une colonie-, répondant à l'indignation impuissante de Laurent, il a mêlé démagogie et provocation : « *Toutes ces histoires métropolitaines, c'est un peu méprisant, pour La Réunion, pour moi. Qu'est-ce que c'est que cette histoire. J'ai été invité ou convoqué ? [...] Les communistes sont toujours mes amis. Ils viendront par dizaines de milliers au rassemblement le 23. Ce n'est pas parce qu'il y a une direction communiste en perdition, qui s'accroche, qui ne s'exprime plus que contre moi, que je vais m'arrêter à ça* ».

Quelques jours plus tôt, il se réjouissait à propos d'Hamon sur son blog : « *En décidant d'appeler lui-même à participer au 23, Benoît Hamon a rompu la muraille de confinement politique que les chefs de la 'vieille gauche' cherchaient à dresser. Je considère sa décision et son appel public comme un événement politique de première importance. Il faut saisir sans hésitation la main qui se tend [...] ce sera une bonne chose de cultiver une jonction de choix politique qui peut avoir sans doute des lendemains. La mise en mouvement commun de nos mouvements pour le succès du 23 peut faire de cette date un heureux commencement. Je le souhaite* ». Il avait divagué un peu plus tôt sur la possibilité qu'il aurait eu de faire de Hamon son premier ministre si le PS n'avait pas présenté de candidat... Faire de l'ancien ministre, candidat du parti qui a imposé la première loi Travail, le chef de son hypothétique gouvernement éclaire le fond politique de son commerce... Mélenchon postule à occuper la place laissée par la "vieille gauche" en « perdition » pour mieux mener la même politique, au nom, non plus de la classe ouvrière, mais du peuple et de la République française.

Si cette politique a un certain écho et suscite des illusions qui mènent vers des lendemains douloureux, il y a aussi beaucoup de méfiance dans bien des équipes syndicales, parmi les militant-e-s, témoignant d'une vraie défiance envers les institutions et le parlementarisme. Le combat de Mélenchon n'est pas le nôtre. Nous combattons les illusions électorales et, nous appuyant sur les intérêts du mouvement lui-même, nous débattons avec tous de la nécessité de faire de la politique par nos luttes, en construisant l'affrontement face au gouvernement.

Faire « coaguler » la colère, faire de la politique

Macron joue le mépris face aux manifestants, comme tout patron face à une grève qui commence, mais pour lui le danger est bien réel comme le soulignait *Le Monde* le 18 septembre qui titrait « *L'exécutif face au spectre de la « coagulation » des conflits sociaux* ».

L'enjeu est bien là : comment unifier les colères, celles de la jeunesse, des précaires, des salariés confrontés aux licenciements, à la casse du code du travail, des fonctionnaires, des cheminots, des retraités, des enseignants, de l'ensemble des couches populaires... Chacun sait que le gouvernement ne changera pas de politique avec quelques grosses manifestations, que mettre un coup d'arrêt à l'offensive de la bourgeoisie ne pourra se faire sans un réel affrontement.

S'y préparer, faire converger les mécontentements de la jeunesse, des travailleurs du public et du privé, ne pourra se faire qu'en sortant des routines syndicales qui paralysent. Et la question n'est pas tant celle du manque d'unité des appareils que celle de la pression exercée par les travailleurs, de leur nécessaire organisation par delà les clivages syndicaux, en comité de lutte ou de mobilisation.

Le mouvement ne pourra se construire que de la base, à partir de ceux qui s'en feront les militant-e-s, de la jeunesse libre et révoltée, des différentes générations partageant expériences, compréhension de la situation, de la lutte de classe, débattant et s'organisant démocratiquement au sein même de la lutte. Sans se bluffer sur les tâches et les possibilités de l'heure mais en ne craignant pas de s'appuyer sur tout ce qui peut renforcer le mouvement, sans a priori, osant penser l'avenir et le rôle profondément moderne, révolutionnaire de la classe ouvrière et des opprimé-e-s.

Laurent Delage, Isabelle Ufferte

Le spectre d'Octobre 1917 hante le monde, Actualité de la révolution, du socialisme et du communisme

Nous vivons dans un monde instable et chaotique. Insécurité sociale, ubérisation du travail, chômage et précarité, terrorisme et guerres dites contre le terrorisme, drames des migrants, effets dramatiques du réchauffement climatique secrètent l'inquiétude et l'angoisse, la révolte et la colère. Les esprits sont dominés par une société violente sur laquelle les moyens d'action semblent hors de portée. Chacun voit sa vie lui échapper, déboussolé, désorienté.

Nous vivons un grand bouleversement planétaire dont les mécanismes ainsi que les effets semblent échapper à tout contrôle comme dominés par des forces aveugles, étranges, mystérieuses. La mythologie du marché, de la concurrence, de la compétitivité, du risque, des spéculations financières et boursières nourrissent les élucubrations complotistes, les mystiques religieuses, nationalistes avec leurs corollaires le racisme et la xénophobie.

Il n'y a pourtant rien de mystérieux dans l'évolution de la société. Elle est provoquée par la politique des classes capitalistes et des États qui les servent pour préserver leur domination, accroître leur pouvoir, maintenir leurs profits.

A travers le chaos du monde s'exprime une des contradictions fondamentales du capitalisme qui s'approfondit avec la mondialisation libérale et impérialiste, la contradiction entre la socialisation, l'internationalisation croissante de la production et des échanges et l'appropriation privée des richesses en un nombre de mains de plus en plus réduit.

Jamais la concentration des richesses n'a été aussi grande comme, à l'opposé, jamais les inégalités n'ont été aussi grandes.

Cette situation intenable est d'autant plus choquante et révoltante que l'Humanité a fait des progrès considérables dans le domaine des sciences, des connaissances et des techniques. Mais ces progrès sont soumis aux seuls besoins du capital, les populations n'en bénéficient que marginalement alors qu'elles subissent de plein fouet l'offensive des classes capitalistes pour s'assurer le contrôle de toute la société et concentrer entre leurs mains toutes les richesses produites.

Nous commémorons le centenaire de la révolution d'octobre, de 1917. Elle donne lieu à une campagne de dénigrement contre le prétendu coup d'État bolchévique, Lénine, Staline même combat...

Et le plus souvent, la révolution est comprise et analysée comme un phénomène essentiellement russe sans la resituer dans l'histoire, sans en apprécier la puissance et le rayonnement international. Le séisme d'Octobre a continué de faire trembler le capitalisme jusqu'à la fin du vingtième siècle malgré les trahisons et les reniements de la contre-révolution stalinienne après ceux de la social-démocratie.

A travers le stalinisme, malgré lui, la puissance sismique de la vague révolutionnaire dont la révolution russe a été l'apogée a continué d'ébranler le monde, en particulier à travers la vague des révolutions anticoloniales.

Prolonger la courbe du développement du mouvement ouvrier

Au début du XX^{ème} siècle, le capitalisme parvenu à son stade impérialiste avait plongé l'humanité dans la barbarie de la Première guerre mondiale, prolongement sanglant des rivalités des grandes puissances pour le partage du monde et de ses richesses, puis dans le chômage et la misère, résultat de sa faillite économique en 1929.

Dans cette même période, la classe ouvrière s'affirmait à l'échelle mondiale comme la classe porteuse de l'avenir de l'humanité face à la décadence bourgeoise.

En 1917, la classe ouvrière russe, bien que minoritaire, s'emparait avec le Parti bolchevique, à la tête des masses paysannes, de la direction d'un pays vaste comme un continent. Dans les premiers mois de la révolution encore

vivante et féconde, la force démocratique et révolutionnaire de l'État soviétique permettait aux masses d'exercer directement leur propre pouvoir, leur dictature contre les exploités. Puis elle démontra dans les faits la supériorité du collectivisme et de la planification sur l'anarchie capitaliste.

En 1848, la classe ouvrière s'était affirmée comme la classe porteuse de l'avenir de la société ; en 1871, elle partait à l'assaut du ciel et posait les premiers fondements de son pouvoir, l'État-commune ; en 1917, elle prenait et exerçait le pouvoir.

Dans le monde entier, se déchaîna alors une vague de réaction dont l'ampleur était à la mesure de la menace que la vague révolutionnaire avait fait peser au lendemain de la Première guerre mondiale sur la domination de la bourgeoisie, ruinée par ses propres contradictions.

La vague réactionnaire enrôla à son service, bon gré mal gré, toutes les forces qui ne se rangeaient pas consciemment dans le camp des travailleurs et de la révolution et plongea le monde, après avoir accouché du fascisme et du stalinisme, dans une nouvelle apocalypse de violences, la Deuxième guerre mondiale.

Loin de conquérir repos et stabilité, la bourgeoisie mondiale dut faire face à une nouvelle vague de soulèvements révolutionnaires, celle des peuples coloniaux. Elle ne put ni l'endiguer ni la vaincre, malgré les milliards de dollars et les tonnes de matériels en tout genre engloutis dans des guerres infâmes.

L'héroïsme des masses et leur solidarité par-delà les frontières, de même qu'ils avaient sauvé la révolution russe au lendemain de la Première guerre mondiale, vinrent à bout, malgré les trahisons et les crimes de la social-démocratie et du stalinisme, malgré l'impasse de la politique des directions nationalistes bourgeoises ou petite-bourgeoises, de l'acharnement des classes impérialistes à nier aux peuples le simple droit à une existence nationale indépendante.

Ces décennies ont écrit la faillite de la classe bourgeoise dans le sang et la souffrance des opprimés qui ont démontré leur légitimité à prétendre liquider la vieille classe réactionnaire et parasitaire et leur capacité à accomplir leur tâche historique.

Les soulèvements révolutionnaires qui ont fait le vingtième siècle n'ont pu cependant venir à bout de la domination impérialiste. Pourtant, non seulement ils ont écrit des pages riches d'enseignements pour les combats à venir, mais ils ont transformé la face de la planète. Malgré l'anarchie, le gaspillage et la barbarie capitalistes, ces soulèvements révolutionnaires ont permis à l'humanité de faire un nouveau bond en avant, tant sur le plan des techniques que des possibilités d'unifier les peuples.

Tous les progrès sont le fruit du travail humain et de sa révolte contre les entraves que lui imposent la propriété privée bourgeoise et les États nationaux qui la protègent. Mais tant que le capital garde le pouvoir de diriger le travail et de s'en approprier les fruits, c'est entre ses mains

que se concentrent tous ces progrès, soumettant sans cesse de plus larges masses à son exploitation, étendant sur toute la planète sa domination.

C'est ainsi que le capital financier a réussi à briser les digues que les travailleurs soviétiques puis les peuples opprimés avaient dressées pour mettre un frein à son pouvoir, dans le même temps qu'il s'attaquait aux protections sociales que les salariés des pays riches avaient pu imposer.

Avec la chute du mur de Berlin puis l'effondrement de l'URSS s'est achevée la période ouverte par Octobre 1917.

De l'euphorie financière aux perspectives révolutionnaires...

Les classes dominantes ont cru triompher dans l'euphorie de la « nouvelle économie », de la boulimie financière et boursière.

Dans cette nouvelle phase de développement, les puissances impérialistes imposent, sous la houlette des États-Unis, un capitalisme de libre concurrence à l'échelle de toute la planète. Elles aggravent les contradictions capitalistes et créent les conditions d'une nouvelle crise mondiale : socialisation croissante de la production, mondialisation se heurtant à la propriété privée capitaliste et aux États nationaux, aggravation des inégalités, concentration croissante des richesses entre quelques mains... C'est toute la bourgeoisie qui est menacée d'une faillite financière, d'un krach mondial, qui pourrait engloutir dans la ruine, en quelques mois, les richesses créées par des décennies de travail.

Les premiers symptômes de cette terrible maladie se sont violemment manifestés lors de la grande crise de 2007-2008. Les remèdes capitalistes n'ont fait qu'aggraver le mal.

La guerre, le drame des migrants, la crise écologique produits de cette faillite soulignent l'urgence de mettre les classes capitalistes hors d'état de nuire.

Nous sommes devant une nouvelle période à travers laquelle les idées révolutionnaires reprendront vie à une échelle beaucoup plus large, beaucoup plus profonde, où la maturation des forces de la classe ouvrière comme les possibilités techniques et culturelles de la société, donneront à la future révolution une dimension et des possibilités dépassant tout ce que jusqu'alors il a été possible d'imaginer.

Dans son combat pour la transformation de la société en une société socialiste, communiste, la classe ouvrière inscrit au premier rang de ses objectifs la liberté et la démocratie.

Parce que dans cette lutte pour la démocratie et la liberté, comme dans celle pour en finir avec l'anarchie de la production capitaliste, aucune force, aucun parti n'est capable de se substituer à eux, les travailleurs ont comme première tâche de s'organiser tant sur le plan social, syndical que politique, de se constituer en parti en vue de la conquête du pouvoir.

L'impasse du réformisme, comme l'effondrement de son avatar monstrueux, le stalinisme, a ouvert une nouvelle période de cette œuvre émancipatrice.

L'ensemble des évolutions économiques, sociales et politiques concourent à créer les conditions de l'émergence d'une nouvelle force porteuse d'un projet de transformation révolutionnaire de la société.

Cette force se façonne dans les luttes dont naît une nouvelle conscience de classe à travers la prise de conscience concrète des antagonismes sociaux, de leur nature.

Notre programme n'est pas une doctrine toute faite, un dogme à l'image duquel nous voudrions façonner le monde, il est vivant, fruit de la critique de la société de classe en vue de formuler les moyens de l'émancipation humaine.

Notre projet se confond avec les progrès du monde du travail dans la conquête de ses droits sociaux et politiques, dans son émancipation morale, politique et sociale des rapports d'exploitation pour bâtir une société fondée sur la solidarité, la justice et la coopération. Il nie le droit de la propriété privée à s'approprier les fruits du travail collectif.

C'est à travers un large débat que pourront se regrouper les forces du mouvement social pour s'organiser en parti politique sur la base d'une « *compréhension commune de la période et des tâches* », que tout ce qui vit encore du socialisme et du communisme pourra retrouver sa force de contestation sociale.

C'est dans cette optique que *Débat révolutionnaire* se propose dans ses prochains numéros de soumettre au débat notre propre compréhension des transformations en cours pour en dégager les éléments d'un programme démocratique et révolutionnaire pour un parti des travailleurs.

Yvan Lemaitre